

POL 30/035/2005

Compte rendu du samedi 19 novembre 2005

Des personnes ayant subi des tortures et d'autres mauvais traitements à Guantánamo se sont exprimées aujourd'hui lors d'une conférence organisée par Amnesty International et l'association Reprieve. Dans plusieurs cas, c'était la première fois qu'elles se revoyaient depuis leur libération. Deux d'entre elles ne s'étaient même jamais vues auparavant, alors qu'elles étaient détenues dans des cages voisines.

Huit Britanniques ont raconté leur histoire: comment ils se sont retrouvés à Guantánamo, les horreurs qu'ils ont endurées. Le président des États-Unis, George Bush, affirme que son pays n'a pas recours à la torture, mais cela ne correspond pas du tout à ce que déclare Moazzam Begg, un Britannique qui a été détenu dans le centre de Guantánamo, dirigé par les États-Unis: *«La torture est pratiquée, elle continue d'être pratiquée, et elle détruit des vies.»*

Moazzam Begg et d'autres anciens détenus ont raconté qu'ils étaient enchaînés dans des positions douloureuses et ont parlé de leur angoisse, de leur épuisement, du manque de soins médicaux, des coups et des os qui se brisent. Ils ont expliqué comment les détenus de Guantánamo étaient maintenus dans une situation de non-droit. L'un d'eux a indiqué qu'à son arrivée, un soldat américain lui avait dit: *«Tu n'as pas le droit de passer de coup de téléphone, de voir un avocat ou de faire quoi que ce soit, à part ce qu'on te dit.»*

Dans un contexte où la torture se développe en secret et où le gouvernement des États-Unis bloque tout véritable accès à Guantánamo, Clive Stafford Smith, directeur juridique de Reprieve, a déclaré: *«Si nous réussissons à faire ouvrir Guantánamo, ils seront obligés de le fermer.»*

Un groupe d'experts s'est penché sur la manière de lutter contre l'«externalisation» de la torture et l'utilisation des «preuves» obtenues sous la torture en dehors des États-Unis. Les gouvernements qui veulent aller contre le principe interdisant de renvoyer des personnes dans des pays où elles risquent d'être torturées ou maltraitées cherchent à obtenir l'«assurance diplomatique» que ces personnes ne seront pas maltraitées après leur arrivée. Mais, selon le groupe d'experts, cette garantie n'a même pas la valeur du papier sur lequel elle est rédigée.

Par ailleurs, les délégués présents à la conférence ont discuté de leurs plans d'action et de leurs stratégies juridiques visant à combattre la torture.

À la fin de la journée, plusieurs personnes ont pleuré en parlant de leurs proches détenus à Guantánamo.

Durant les deux prochains jours de la conférence, les anciens détenus, les familles, les avocats et les autres militants vont continuer à échanger leurs expériences, mais aussi, comme l'a déclaré Irene Khan, la secrétaire générale d'Amnesty International, à *«se faire les porte-parole de tous ceux qui savent que la torture ne fait pas barrage au terrorisme, mais qu'elle est une forme de terrorisme.»*

Photos de samedi (19 novembre 2005)

Compte rendu de dimanche (20 novembre 2005)

Compte rendu de lundi (21 novembre 2005)